

INDONÉSIE

Amnesty International condamne la répression gouvernementale

Index AI : AISI 21/49/96

Diffusion immédiate

Amnesty International a fermement condamné aujourd'hui (30 juillet 1996) les récentes incarcérations de militants d'opposition et les homicides volontaires dont se seraient rendus coupables les forces de sécurité indonésiennes sur la personne de manifestants. L'organisation de défense des droits de l'homme s'est déclarée très préoccupée par la sécurité des détenus et a demandé au gouvernement de mettre fin aux arrestations arbitraires de manifestants pacifiques.

Les mises en détention font suite à une descente de police au siège du Parti démocrate indonésien (PDI) à Djakarta, le 27 juillet. Depuis lors, le nombre d'arrestations s'élèverait à 241, près de 90 personnes auraient été blessées au cours d'échauffourées entre policiers et manifestants et il y aurait, selon certaines informations, jusqu'à sept morts. Le décompte des victimes s'avère difficile, les militaires restreignant les contacts avec les blessés, mais les chiffres réels pourraient être supérieurs à ceux fournis par les autorités.

« Le gouvernement doit immédiatement relâcher tous les détenus emprisonnés pour avoir participé à des activités pacifiques et permettre aux blessés de recevoir la visite de leur famille et de leur avocat sans restriction aucune, comme l'autorise la loi indonésienne. Tant que ce ne sera pas fait, le gouvernement sera directement responsable des mauvais traitements qu'ils auraient à subir durant leur incarcération », a déclaré Amnesty International.

Depuis dimanche, le gouvernement indonésien n'a cessé de proférer des menaces à l'encontre de simples particuliers et de membres d'organisations non gouvernementales qui auraient, selon lui, joué un rôle dans les émeutes. Amnesty International craint que ces propos ne donnent lieu à des arrestations massives d'opposants politiques. Les menaces ont d'ailleurs continué : aujourd'hui, en début de journée, les militaires ont annoncé qu'ils n'hésiteraient pas à tirer sur les auteurs de troubles avec l'intention de les tuer.

Le général de corps d'armée Syarwan Hamid a déclaré le 28 juillet dernier que les actions des émeutiers étaient comparables à celles du parti communiste indonésien (PKI) interdit et a accusé de subversion quiconque soutenait la manifestation et les émeutes. Les autorités indonésiennes assimilent volontiers au PKI des organisations non gouvernementales et de simples particuliers qu'elles peuvent ainsi discréditer, ce qui justifie les représailles exercées à leur encontre, notamment les arrestations. En outre, certaines personnes auraient été suivies par des individus qui seraient liés à l'armée, ou auraient reçu des visites menaçantes.

« Des allégations de cette sorte lancées à l'égard de particuliers et de membres d'organisations constituent une menace flagrante contre leur sécurité et leur intégrité physique. Les troubles civils récents ne doivent pas servir de prétexte au gouvernement pour déclencher une chasse aux sorcières contre les militants d'opposition », a déclaré Amnesty International.

Les préoccupations d'Amnesty International concernant la descente de police au siège du PDI sont développées dans deux rapports publiés par l'organisation (Index : AISI 21/46/96 et AISI 21/48/96). Pour obtenir le texte de ces rapports ou demander un entretien, contacter Mark Ogle, attaché de presse, tél. : (44) 171 413 5729, fax : (44) 171 413 5815/5825 ou Kerry Brogan du Programme régional [Asie], tél. : (44) 171 413 5661.